

François SAUVADET

*Côte-d'Or (4^{ème} circonscription)
Nouveau Centre*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

Nommé président du groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Membre suppléant du conseil d'orientation de la simplification administrative [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires [J.O. du 2 août 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 197 tendant à aménager l'interdiction du tabac en fonction de la taille de l'établissement [27 septembre 2007]

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques [17 octobre 2007]

Proposition de loi constitutionnelle n°573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques [9 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 672 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens de contrôle internes et externes du système bancaire français et sur leur efficacité face à la bancarisation et à l'internationalisation de la finance [31 janvier 2008]

Proposition de résolution n° 733 tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'évolution des prix des denrées alimentaires et ses conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages [3 mars 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Energie et carburants. Produits pétroliers. Prix, conséquences [27 mai 2008] (p. 2506)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

En appelle au respect des droits des représentants de la majorité comme de ceux de l'opposition dans la répartition par groupes parlementaires des six vice-présidents de l'Assemblée nationale et des six

présidents des commissions permanentes [27 juin 2007] (p. 1556)

Souhaite davantage de sérénité dans ce débat qui traite du pluralisme dans la vie politique française [24 octobre 2007] (p. 3147)

DÉBATS

Déclaration de politique générale n° 22 présentée par M. François Fillon, Premier ministre

[3 juillet 2007] (p. 1563)

Son intervention (p. 1584)

Thèmes :

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 1584)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 1584)

Enseignement : carte scolaire (p. 1585)

Enseignement supérieur : universités (p. 1585)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 1585)

Entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 1585)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 1585)

Justice : réforme (p. 1585)

Parlement : contrôle parlementaire (p. 1584)

Parlement : prérogatives (p. 1584)

Partis et mouvements politiques : majorité (p. 1584, 1586)

Politique économique : croissance (p. 1584)

Politique économique : mondialisation (p. 1585)

Politique générale : réforme (p. 1584 et s.)

Président de la République : rôle (p. 1584)

Retraites : régimes autonomes et spéciaux : harmonisation des régimes (p. 1585)

Sécurité sociale : TVA sociale (p. 1585)

Transports par eau : canal Rhin-Rhône (p. 1585)

Travail : droit du travail (p. 1584)

Union européenne : construction européenne (p. 1585, 1586)

Déclaration du Gouvernement n° 60 sur les résultats du Conseil européen des 21 et 22 juin 2007 concernant la réforme des traités

[4 juillet 2007] (p. 1597)

Son intervention (p. 1604)

Thèmes :

Elections et référendums : référendums : Union européenne (p. 1604, 1606)

Parlement : rôle (p. 1606)

Politique économique : concurrence : mondialisation (p. 1605)

Union européenne : politique sociale (p. 1604)

Union européenne : constitution européenne (p. 1605, 1606)

Union européenne : construction européenne (p. 1604 et s.)

Union européenne : Haut Représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC) (p. 1604)

Union européenne : traité de réforme de l'Union (p. 1604 et s.)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Explications de vote et vote [23 octobre 2007] (p. 3064)

Ses explications de vote (p. 3068)

Proposition de loi n° 296 relative au pluralisme et à l'indépendance des partis politiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [24 octobre 2007] (p. 3133)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bayrou (p. 3143)

Son rappel au règlement (cf supra) [24 octobre 2007] (p. 3147)

Demande la vérification du quorum [24 octobre 2007] (p. 3147)

Thèmes :

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 3143)

Partis et mouvements politiques : financement : aides publiques (p. 3143)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)

Son intervention (p. 4026)

Thèmes avant la procédure des questions :

Agriculture : agriculteurs : effectifs (p. 4026)

Agriculture : assurance récolte (p. 4027)

Agriculture : jeunes agriculteurs : installation (p. 4027)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 4028)

Bois et forêts : politique forestière (p. 4027)

Commerce extérieur : balance commerciale : agroalimentaire (p. 4026)

Energie et carburants : biocarburants (p. 4027)

Enseignement agricole : crédits (p. 4026)

Environnement : Grenelle de l'environnement : agriculture (p. 4026)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) : produits agricoles (p. 4027)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 4027)

Santé : sécurité sanitaire : bovins (p. 4028)

Procédure des questions :

Agriculture : Agence française d'information et de communication agricole rurale (AFICAR) (p. 4043)

Vote des crédits et articles rattachés [13 novembre 2007] (p. 4071)

Crédits de la mission "Agriculture, pêche, forêt et affaires rurales" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4077)

Déclaration du Gouvernement n° 496 préalable au Conseil européen

[11 décembre 2007] (p. 5178, 5183)

Son intervention (p. 5186)

Proposition de loi constitutionnelle n° 573 relative au retour à l'équilibre des finances publiques

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 janvier 2008] (p. 283)

Son intervention (p. 288)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-François Copé (p. 304)

Thèmes :

Collectivités territoriales : maîtrise des dépenses (p. 290)

Collectivités territoriales : finances locales : équilibre budgétaire (p. 288, 304)

Constitution : révision : équilibre budgétaire (p. 289, 305)

Finances publiques : budget de l'Etat : fonctionnement (p. 288, 304)

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 288, 304)

Finances publiques : dette publique (p. 288, 305)

Finances publiques : équilibre budgétaire (p. 288, 304)

Finances publiques : équilibre budgétaire : Allemagne (p. 289, 304)

Ministères et secrétariats d'Etat : fonctionnement : maîtrise des dépenses (p. 289)

Politique économique : croissance (p. 288, 304)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 288)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Son intervention (p. 1098)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1100)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1099)

Agroalimentaire : labels : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1099)

Agroalimentaire : organismes génétiquement modifiés (OGM) : étiquetage (p. 1100)

Assemblée nationale : mission d'évaluation et de contrôle : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1098)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1100)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1099)

Environnement : principe de précaution (p. 1099)

Organisations internationales : Organisation mondiale du commerce (OMC) (p. 1099)

Parlement : groupes de pression (p. 1099)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1100)

Politiques communautaires : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1099)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1100)

Santé : sécurité sanitaire (p. 1099)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 6 (localisation et suivi des cultures d'organismes génétiquement modifiés dans le cadre de la surveillance biologique du territoire)

Son amendement n° 182 (p. 1301)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 mai 2008] (p. 2187)

Ses interventions (p. 2205)

Explications de vote et vote [20 mai 2008] (p. 2211)

Ses explications de vote (p. 2212)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2212)

Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution par M. Jean-Marc Ayrault, M. François Hollande et 226 de leurs collègues [3 avril 2008]

[8 avril 2008] (p. 1375)

Son intervention (p. 1388)

Le groupe Nouveau Centre ne vote pas la censure (p. 1391)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 244 (pluralisme garanti par les modes de scrutin) (p. 2350) : rejeté (p. 2353)

Article 1er (statut de l'opposition)

Son amendement n° 368 (p. 2374) : adopté (p. 2375)

Après l'article 1er

Son amendement n° 252 (garantie du pluralisme et de l'indépendance des médias) (p. 2379) : rejeté (p. 2380)

Après l'article 3

Son amendement n° 253 (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2389) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2394)

Son amendement n° 575 (coordination) : adopté (p. 2395)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Ses amendements n°s 255 et 254 rectifiés (p. 2404)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son amendement n° 258 (p. 2418)

Article 6 (droit de grâce)

Ses amendements n°s 259 et 260 (p. 2426 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 357 (p. 2470)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son amendement n° 358 (p. 2527)

Article 11 (domaine de la loi)

Son amendement n° 362 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2555)

Son intervention (p. 2560)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses amendements n°s 418 et 419 (p. 2568 et s.)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 421 (p. 2579)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son amendement n° 423 (p. 2605)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 426 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2617)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Ses amendements n°s 429 et 430 (p. 2643)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses amendements n°s 472, 476, 475 et 473 (p. 2658 et s.)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Ses amendements n°s 477 et 478 (p. 2670 et s.)

Après l'article 25

Son amendement n° 481 (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683) : rejeté (p. 2684)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son amendement n° 487 (p. 2692)

Article 27 (conséquence d'une inconstitutionnalité prononcée en réponse à une question préjudicielle)

Son amendement n° 488 (p. 2692)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son sous-amendement n° 638 à l'ad n° 610 rectifié du Gouvernement (p. 2708)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n° 563 : adopté (p. 2721)

DEUXIÈME LECTURE

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 6 (droit de grâce)

Son amendement n° 129 (p. 4431)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son amendement n° 130 (p. 4438)

Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)

Ses amendements n°s 132 et 131 (p. 4453)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses amendements n°s 133 deuxième rectification et 134 deuxième rectification (p. 4453)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Ses amendements n°s 136 et 137 (p. 4481)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son amendement n° 109 (p. 4488)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Son amendement n° 112 (p. 4501)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Ses amendements n°s 113, 114, 115 et 116 (p. 4503)

Après l'article 30 sexies

Son amendement n° 117 (langues régionales) (p. 4505) : adopté (p. 4507)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Ses amendements n^{os} 118 et 119 (p. 4507 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 1er

Son amendement n° 1369 (p. 2914) : retiré (p. 2917)

Après l'article 1er

Son amendement n° 1367 : retiré (p. 2929)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Ses amendements n^{os} 1373 à 1375 (p. 2949 et s.)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Son amendement n° 1376 (p. 2962)

Article 5 (renforcement de la protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur)

Ses amendements n^{os} 1377 et 1379 rectifié (p. 2972 et s.)

Article 39 (réforme du livret A)

Son amendement n° 1387 (p. 3281)

Après l'article 40

Son amendement n° 1389 (p. 3286) : rejeté (p. 3288)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne

[18 juin 2008] (p. 3563)

Son intervention (p. 3570)

Thèmes :

Energie et carburants : sécurité des approvisionnements (p. 3571)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 3572)

Environnement : changements climatiques : politiques communautaires (p. 3571)

Politiques communautaires : harmonisation fiscale (p. 3571)

Politiques communautaires : immigration (p. 3571)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3571)

Union européenne : construction européenne (p. 3570)

Union européenne : politique de la défense (p. 3571)

Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3570)

Union européenne : traité de Lisbonne : ratification (p. 3571)

Déclaration du Gouvernement n° 1115 sur l'autorisation de la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan

[22 septembre 2008] (p. 4902)

Son intervention (p. 4912)

Thèmes :

Assemblée nationale : députés : absentéisme (p. 4911)

Défense : militaires et assimilés : décès (p. 4912)

Défense : militaires et assimilés : équipement (p. 4914)

Pays étrangers : Afghanistan : aide au développement (p. 4914)

Pays étrangers : Afghanistan : intégrisme (p. 4913)

Pays étrangers : Afghanistan : militaires et assimilés (p. 4913)

Pays étrangers : Afghanistan : trafic de stupéfiants (p. 4912)

Pays étrangers : Pakistan (p. 4915)

Politique extérieure : lutte contre le terrorisme (p. 4912, 4915)

Président de la République (p. 4912)

Relations internationales : guerre : Irak (p. 4914)

Relations internationales : paix (p. 4913)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 4915)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son amendement n° 581 (p. 5366)

Ses sous-amendements n^{os} 582 et 583 rectifiés à l'ad n° 14 de la commission des finances (p. 5372)

Article 6 précédemment réservé (coordinations et droits connexes dans le domaine fiscal)

Son amendement n° 338 (p. 5414)